

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 18 novembre 2024

Date de convocation : 12 novembre 2024
Date d'affichage : 12 novembre 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 21
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi dix-huit novembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – A. Jégouic – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : M. Colas donnant procuration à A. Jégouic, – I. Crézé donnant procuration à M. Chaplain, W. Macé donnant procuration à V. Rosnarho, A.G. Bertrand à B. Delanoë, E. Allanïc donnant procuration à S. Hamon, S. Rault donnant procuration à M. Devrand.

Était absent : néant

Monsieur Henri Bourdonnais est nommé secrétaire et Monsieur Philippe Carrière, secrétaire adjoint.

OBJET :

SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMÉRATION – RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION AU SERVICE COMMUN « Prévention des risques majeurs »

Rapporteur : Annie GUENNOU, Maire

Le territoire d'Hillion est exposé à divers aléas d'origines naturelles ou technologiques tels que séisme de niveau 2 (faible), tempête, inondation, transport de matières dangereuses... Le Préfet a également approuvé par arrêté du 28 décembre 2016 un plan de prévention des risques littoraux et d'inondation.

Les projections relatives au changement climatique montrent un accroissement en intensité et fréquence des phénomènes extrêmes.

Il est de plus en plus essentiel de se préparer à gérer ces phénomènes et adapter les stratégies de prévention et gestion des risques majeurs.

La capacité à faire face à des événements d'ampleur dépend de l'aléa concerné, des moyens et de l'organisation de chaque structure. Les capacités de chacun peuvent vite être débordées. C'est pour cela que le principe de solidarité s'impose naturellement, tout d'abord à l'échelle de la commune pour sa population puis à l'échelle intercommunale au profit des communes.

Le Maire est responsable, au titre de son pouvoir de police, d'organiser les mesures de prévention, protection et de sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement en fonction des risques connus. Il élabore notamment un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et Un Plan Communal de Sauvegarde (PCS).

Le Président de Saint-Brieuc Armor-Agglomération réalise le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) en s'assurant de son articulation avec les PCS.

Dans ce cadre, il apparaît nécessaire d'identifier sur le territoire un interlocuteur unique dans le domaine des risques majeurs, et une mise en œuvre de méthodologies homogènes (un sinistre touchant souvent plusieurs communes en même temps). Ainsi, il est primordial pour les communes, dans le domaine des risques majeurs, de disposer d'une structure bien établie pour la pérennité du suivi des actions. C'est pourquoi, Saint-Brieuc Armor Agglomération et ses Communes membres se sont dotées le 26 septembre 2013 d'un Service Commun Prévention des Risques Majeurs (SCPRM).

La réglementation précédente rendait possible la réalisation d'un PICS en lieu et place des PCS. Saint-Brieuc Armor Agglomération s'était déjà engagée dans cette démarche avec la réalisation d'un PICS et des volets opérationnels pour chacune des communes membres du SCPRM.

Les nouvelles dispositions rendent obligatoire la réalisation d'un PICS par Saint-Brieuc Armor Agglomération et des PCS par les communes.

Enfin de nouvelles communes ont exprimé leur souhait d'adhérer au Service Commun Prévention des Risques Majeurs.

Des ajustements sont donc à prévoir dans la convention d'adhésion au service commun prévention des risques majeurs.

Pour Hillion, cela consiste à poursuivre les actions engagées et à bénéficier d'une meilleure adaptation de la mutualisation dans le cadre du nouveau PICS. Le coût actualisé est inférieur ou égal à celui établi par la convention précédente.

Il est nécessaire d'adapter le service commun "Prévention des Risques Majeurs" afin d'intégrer les nouvelles dispositions relatives au PICS et l'adhésion de nouvelles communes.

Est entendu par Risque Majeur : la possibilité de survenance d'un aléa naturel ou technologique pouvant mettre en jeu un nombre important de personnes ou occasionner des dommages importants aux biens ou à l'environnement.

Les risques majeurs exclusivement concernés sont:

- les risques naturels : les inondations, les mouvements de terrains, les avalanches, les incendies de forêts, les séismes, les éruptions volcaniques, les submersions marines, les tempêtes ou les cyclones
- les risques technologiques : risque industriel et nucléaire des installations ou ouvrages pour lesquels un plan particulier d'intervention est défini, rupture de barrage et transport de matières dangereuses.

On parle aussi des risques NATECH qui concernent les risques technologiques engendrés par les aléas naturels. Ils sont assimilés aux risques technologiques dans nos documents (il appartient aux exploitants des installations techniques/ industrielles d'intégrer ces dispositions dans leurs études de dangers).

a) Les modalités d'action des communes et de Saint Brieuc Armor Agglomération

Le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police générale, doit prévenir ces risques. Il doit élaborer un Plan Communal de Sauvegarde pour préparer et assurer la réponse opérationnelle au profit de la protection et la sauvegarde des populations.

Il identifie les risques et enjeux qui seront mentionnés dans le Plan Intercommunal de Sauvegarde et prévoit les capacités communales susceptibles d'être mutualisées ainsi que les modalités d'utilisation des capacités de l'EPCI.

Dans le cadre d'un PICS ce pouvoir de police n'est aucunement transféré. La gestion d'un événement sera directement assurée par le Maire.

Le PICS organise la coordination et la solidarité intercommunale. Il prépare la réponse aux situations de crise et organise :

- la mobilisation et l'emploi des capacités intercommunales au profit des communes ;
- la mutualisation des capacités communales ;
- la continuité et le rétablissement des compétences ou intérêts communautaires nécessaires à la gestion de crise.

Le PICS est approuvé par arrêté du Président et de chaque Maire ayant réalisé son PCS.

La mise en œuvre du plan intercommunal de sauvegarde relève de chaque maire sur le territoire de sa commune (sous réserve de la mobilisation des moyens de S.B.A.A. par son président) et toute intervention du service commun dans ce cadre se fait sous son autorité fonctionnelle.

L'existence de Risques Majeurs implique donc des obligations fortes :

- gestion de l'urbanisme en fonction de l'évaluation des risques
- organisation des secours : le Maire est le premier Directeur des Opérations de Secours (DOS)
- information préventive des populations : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), campagnes de communication, affichage des consignes de sécurité

b) Missions du service commun

Le service commun assiste et conseille l'autorité territoriale et les services dans l'appropriation (définition, mise en œuvre et suivi) de leur gestion harmonisée des risques majeurs au sein de l'agglomération.

Il assiste la commune lors de la survenance d'événements et l'aide dans l'élaboration et la gestion de son PCS (intégrant le DICRIM) et suit la mise en œuvre des P.P.R.

Le service commun élabore le P.I.C.S. (concerne toutes les communes de SBAA) :

- Objectifs Globaux

- 1 - Mettre en œuvre une gestion harmonisée des risques majeurs
- 2 - Aider à la mise en œuvre des mesures de prévention et de protection
- 3 - Maîtriser la gestion documentaire.
- 4 - Optimiser la coordination de la gestion des risques majeurs au sein de l'Agglomération

- Elaboration et gestion des PCS et du P.I.C.S.

- élaborer un plan d'actions : organisation du projet, définition du besoin, planification des étapes...
- animer les comités de pilotage et comités techniques
- coordonner les réunions techniques
- coordonner les relations avec les partenaires et fédérer un réseau
- centraliser les diverses informations sur les risques, les moyens, les procédures...
- mettre en forme les outils réalisés par les différents acteurs afin d'établir un document opérationnel homogène
- mettre en place des procédures de maintien à jour de l'outil
- préparer, mettre en œuvre et analyser des formations et exercices

- Suivi des Plan de Prévention des Risques

- 1 - Représenter les intérêts de la commune dans l'élaboration des P.P.R.
- 2 - Assister à la réalisation des enquêtes publiques et l'information de la population
- 3 - Conseiller la commune dans la mise en œuvre des mesures de prévention, protection et sauvegarde
- 4 - Assister la commune pour faire respecter les prescriptions dans les zones exposées aux risques ou celles influençant les risques.

c) Constitution du service commun

- mise à disposition par la Ville de Saint-Brieuc de 0.1 ETP du poste de directeur des risques majeurs, responsable du service commun (cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux)
- mise à disposition par la Ville de Saint-Brieuc de 0.15 ETP d'un poste de conseiller risques majeurs (cadre d'emplois des techniciens territoriaux)
- mise à disposition par SBAA d'un poste de conseiller risques majeurs (cadre d'emplois des techniciens territoriaux) : 1 ETP

d) Modalités de remboursement des frais de fonctionnement

Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût total, auquel est appliquée une clé de répartition.

1. Détermination du coût total du service commun :

Saint-Brieuc Armor Agglomération, en qualité de gestionnaire du service commun, détermine le coût du service commun, en prenant en compte :

- les charges de personnel
- les dépenses liées à l'exécution de cette mission intégrant les cotisations ou affiliations aux organismes, la documentation, les frais de communication, les recours à des organismes externes et crédits nécessaires au fonctionnement de l'unité.

2. Détermination du coût par commune :

Saint-Brieuc Armor Agglomération, en qualité de gestionnaire du service commun, applique à ce coût total la clé de répartition suivante qui s'appuie sur des critères de population DGF pour les communes et un taux correspondant au montant de sa participation actuelle (40k€) pour SBAA (soit 47,15%). Ce coût sera ajusté avant signature de la convention en fonction des réponses définitives des communes souhaitant adhérer :

selon clef répartition basée sur population DGF à 1,25ETP		
commune	répartition (en%)	montant (en€)
Hillion	2,20 %	1868
Langueux	2,25 %	1910
La Méaugon	0,75 %	637
Pledran	2,25 %	1910
Plérin	4,90 %	4160
Ploufragan	4,90 %	4160
Pordic-Tréméloir	2,25 %	1910
Saint-Brieuc	17,90 %	15197
Saint-Donan	0,75 %	637
Saint-Julien	0,75 %	637
Tréqueux	2,25 %	1910
Trémuson	0,75 %	637
Yffiniac	2,20 %	1868
Binic-Etables-sur-Mer	2,25 %	1910
Le Bodéo	0,50 %	425
Le Foël	0,75 %	637
Le Leslay	0,50 %	425
Plaintel	2,20 %	1868
Quintin	1,80 %	1528
Saint-Carreuc	0,75 %	637
SBAA	47,15 %	40030
TOTAL	100,00 %	84900

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2122-24, L2212-2-§5, L2212-4 et L5211-4-2 ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L125-2, L125-5, L515-8 et s. et L562-1 et s.

Vu la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2 022-907 du 20 juin 2022 relatif au plan communal et intercommunal de sauvegarde et modifiant le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'article D5211-16 du code général des collectivités territoriales relatif au calcul et modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition ;

Vu la délibération DB 169-2012 du Conseil d'Agglomération du 5 juillet 2012 relative à la création du service commun "prévention des risques majeurs" ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 4 février 2013 approuvant l'adhésion initiale au Service Commun Prévention des Risques Majeurs et la délibération de renouvellement du 4 juillet 2016 ;

Considérant les risques relevés sur le territoire de la commune dont l'intensité et la fréquence de certains d'entre eux augmentent avec le changement climatique ;

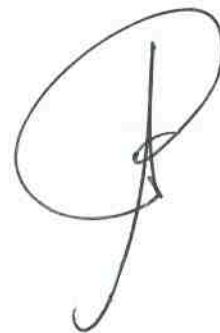
Considérant la responsabilité du Maire au titre de ses pouvoirs de police et la nécessité de prévenir les accidents ;

Considérant l'intérêt de mettre en œuvre une gestion harmonisée des risques majeurs sur le territoire de l'Agglomération et d'identifier un interlocuteur unique ;

Considérant les nouvelles obligations relatives au Plan Intercommunal de Sauvegarde et aux Plans Communaux de Sauvegarde ainsi que l'adhésion de nouvelles communes au Service Commun Prévention des Risques Majeurs.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De DÉCIDER de reconduire aux nouvelles conditions l'adhésion au service commun "prévention des risques majeurs" créé par Saint-Brieuc Armor Agglomération ;
- D'APPROUVER la convention du service commun "Prévention des Risques Majeurs" annexée à la présente délibération ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention constitutive du service commun "Prévention des Risques Majeurs" ;
- DE DIRE que les frais de fonctionnement du service commun, calculés sur la base d'un coût total, auquel est appliquée une clé de répartition liée à la population « DGF », seront inscrits au budget ;
- D'AUTORISER Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes dispositions pour assurer l'exécution de la présente délibération.



Annie GUENNOU,
Maire.

